ÉTAT DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE 2026

D'APRÈS LES STATISTIQUES D'ACCUEIL 2025
DU SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE

ENTRETIEN AVEC
FRANÇOIS DUBET
SOCIOLOGUE, SPÉCIALISTE DES
QUESTIONS D'ÉDUCATION ET D'INÉGALITÉS



COMPRENDRE LA PAUVRETÉ POUR MIEUX LA COMBATTRE

Analyses croisées de la perception des Français et des réalités vécues par les personnes accueillies, à l'épreuve des décisions politiques.

Secours Catholique
Caritas France



© CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF



DIDIER DURIEZ,
PRÉSIDENT NATIONAL



ADELAÏDE BERTRAND,
DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE

ÉDITORIAL

Près de 10 millions de personnes vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté en France. Depuis 2023, le taux de pauvreté atteint 15,4 %, son niveau le plus élevé depuis la création de cet indicateur, il y a trente ans. Sur le terrain, les acteurs du Secours Catholique témoignent d'une réalité alarmante : en 2025, 27,3 % des ménages accueillis ne disposent d'aucune ressource et plus d'un tiers n'ont pas accès à un logement stable.

Pourtant, le monde politique semble ne se saisir de cette réalité qu'à travers le prisme de la responsabilité individuelle. Il pointe du doigt celles et ceux qui ne travaillent pas, qui « profiteraient » du système ou qui seraient responsables de leur situation par leurs propres choix. Ces représentations ne sont pas sans conséquence. Elles contribuent à inscrire des contre-vérités dans les imaginaires, fragilisant la cohésion sociale de tout un pays ; elles stigmatisent les personnes concernées et conduisent à chercher des réponses du côté du contrôle et de la sanction plutôt qu'à interroger les mécanismes qui produisent et entretiennent la pauvreté.

Ce rapport a pour ambition de regarder au-delà de ces idées reçues et de permettre de mieux comprendre la pauvreté. Le croisement du regard des Français, à travers une enquête d'opinion, avec celui des personnes rencontrées par le Secours Catholique nous enseigne que, contrairement à certains discours, les Français ont largement conscience de la gravité de la situation. 80 % estiment que la pauvreté a augmenté ces dix dernières années et 84 % jugent difficile d'en sortir. Ils associent également la pauvreté à bien plus que l'absence de revenus : renoncement aux soins, difficultés à se nourrir ou à se chauffer, maltraitance institutionnelle et sociale, perte d'autonomie et de dignité.

Car, oui, la pauvreté est un phénomène complexe marqué par des inégalités qui se cumulent et s'alimentent tout au long des parcours de vie. Précarité de l'emploi, faibles revenus, chômage, maladie, logement instable, difficultés d'accès aux droits peuvent être à la fois causes et conséquences d'une pauvreté durable ou passagère. Plus de la moitié des ménages accueillis par l'association cumulent au moins deux de ces difficultés. Les Français souhaitent que cette situation soit traitée avec justice et fraternité et qu'elle soit au cœur du débat politique. Ils n'oublient pas la responsabilité collective.

À quelques mois de l'élection présidentielle de 2027, le choix de la manière de combattre ces mécanismes est donc politique. Nous pouvons continuer à gérer la pauvreté au gré de dispositifs simplistes fondés sur plus de contrôles, de sanctions et de discours culpabilisants. Ou nous pouvons décider de reconnaître la pauvreté dans toute sa complexité, de la prévenir et de la combattre : en associant les personnes en situation de pauvreté à l'élaboration des politiques qui les concernent et en garantissant des ressources suffisantes, un logement digne, un accès effectif aux droits et aux soins, un travail qui permette de vivre dignement et une reconnaissance de la contribution de chacun à la société.

Le Secours Catholique appelle ainsi à ne pas se tromper de combat : lutter contre la pauvreté, ce n'est pas lutter contre les personnes pauvres, c'est faire le choix de la solidarité et d'une société où chaque individu trouve une place digne. ▮

© CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Secours Catholique fêtait, l'an dernier, les trente ans de son rapport annuel « État de la pauvreté en France », un rapport issu de l'analyse des conditions de vie d'un échantillon représentatif de plus d'un million de personnes accueillies, chaque année, par l'association. Malheureusement au fil des rapports, les conclusions se ressemblent et s'alourdissent, décrivant une situation particulièrement alarmante. Il y a, d'une part, ce que disent nos chiffres de l'aggravation et de l'intensification de la pauvreté mais il y a, aussi et surtout, une fracture sociale grandissante, davantage ressentie que quantifiée, nourrie par une forte stigmatisation des personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Depuis le milieu des années 2000[1], le regard et les discours stéréotypés sur les personnes éloignées de l'emploi, en situation de précarité ou de pauvreté se sont installés et se sont renforcés, et avec eux l'idée selon laquelle les personnes feraient le choix de vivre dans cette situation et « profiteraient de tout un système ». Elles seraient également responsables de leur situation par manque de volonté, idée induisant ici une forme de déresponsabilisation des pouvoirs publics dans leur rôle face à la lutte contre la pauvreté, et ayant pour conséquence, depuis dix ans, des réformes qui restreignent certains droits, accroissent les contraintes et les sanctions pesant sur les allocataires des minima sociaux ou de l'assurance chômage.

Mécaniquement, le taux de pauvreté en 2024, en France métropolitaine, atteint son niveau record depuis la création de l'indicateur (1996) : 15,4 %, soit près de 10 millions de personnes à vivre sous le seuil de pauvreté. Au Secours Catholique, en 2025, la situation est ainsi toujours plus préoccupante : 27,3 % des ménages rencontrés par l'association ne disposent d'aucune ressource, plus de 95 % des ménages vivent sous le seuil de pauvreté, 39 % des personnes rencontrées sont des enfants, plus d'un tiers des ménages n'ont pas accès à un logement stable et, parmi ceux vivant en logement stable, 61 % sont confrontés à des impayés.

Contrairement à ce qu'affirment certains discours politiques et médiatiques, les travaux documentant l'aggravation de la pauvreté sont nombreux et les Français ne sont pas dupes : 80 % d'entre eux estiment, à juste titre, que la pauvreté a augmenté ces dix dernières années[2].

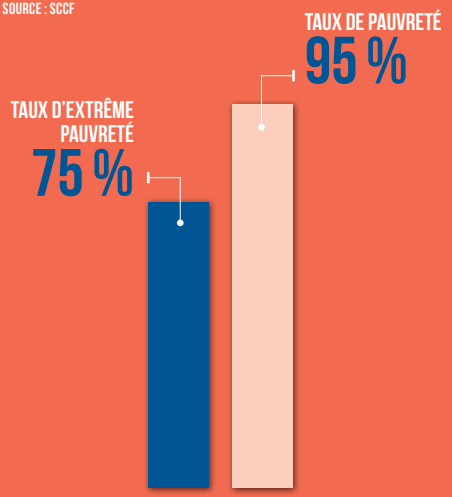
Aujourd'hui, certaines prises de parole médiatiques et politiques véhiculent des contre-vérités, rarement corrigées, biaisant et polluant la perception d'un phénomène bien réel aux répercussions extrêmement graves pour les individus concernés. Cela est d'autant plus insidieux que la pauvreté reste peu incarnée dans le débat public, peu documentée dans sa réalité vécue, et que la parole n'est presque jamais donnée à celles et ceux qui la subissent au quotidien. Une personne accompagnée par l'association en témoigne : *« Parce qu'à la télévision, ils ne vont jamais chercher ceux qui ont 800 euros pour vivre. Ils vont toujours chercher ceux qui ont 1 800 euros ou 2 500 euros. Ils ne vont jamais chez les pauvres pauvres, ceux qu'on appelle les pauvres ! Vous n'avez jamais un reportage sur eux et il faudrait qu'ils les voient un petit peu de plus près. »*

1. Secours catholique, « Trente ans de regard sur les pauvretés », dans « État de la pauvreté en France », 2025, p. 125-131.

2. Sondage OpinionWay pour le Secours Catholique – Caritas France, « Les perceptions des Français à l'égard des différentes formes de pauvreté », mai 2026.

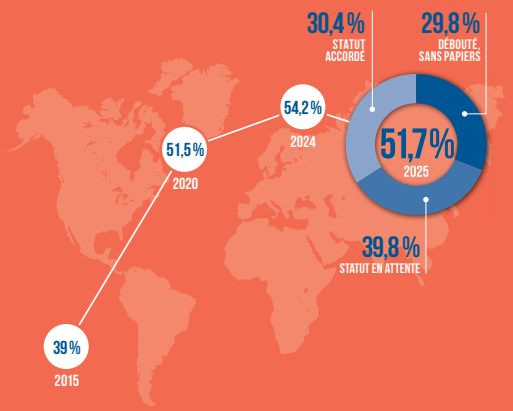
TAUX DE PAUVRETÉ EN 2025

SOURCE : SCCF



PART DES PERSONNES DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE ET STATUT ADMINISTRATIF (2015-2025)

SOURCE : SCCF



PART DES FEMMES ET DES ENFANTS PARMI LES PERSONNES ACCUEILLIES AU SECOURS CATHOLIQUE EN 2025

SOURCE : SCCF



56 % FEMMES

39 % ENFANTS

Face à cette dynamique, et alors que s'engage la campagne pour l'élection présidentielle des 18 avril et 2 mai 2027, le Secours Catholique souhaite apporter des éléments objectifs et documentés, sur les mécanismes de la pauvreté, directement issus du vécu et de l'expérience des personnes en situation de pauvreté, afin de peser dans le débat et de porter la parole des personnes les plus pauvres. Le rapport propose ainsi de déconstruire les représentations simplificatrices de la pauvreté en 8 questions. Pour ce faire, il s'appuie sur deux apports inédits et complémentaires : les résultats d'un sondage d'opinion représentatif de la perception de la pauvreté par les Français, et les données issues de la rencontre et de l'accompagnement de plus de 1 million de personnes chaque année par l'association, parmi lesquelles une part importante de ménages invisibilisés dans la statistique publique (personnes sans domicile, personnes étrangères en situation irrégulière).

FINALEMENT, QU'EST-CE QUE LA PAUVRETÉ ?

LA PAUVRETÉ EST MULTIDIMENSIONNELLE, VÉCUE COMME UN ENCHEVÊTREMENT DE DIFFICULTÉS ET DE PRIVATIONS

Aujourd'hui, le principal indicateur utilisé pour définir une situation de pauvreté est le taux de pauvreté qui mesure la part de ménages dont le niveau de vie est inférieur à un seuil de pauvreté, fixé en pourcentage du niveau de vie médian (60 % en général, soit 1 350 euros en 2025). **Ce taux de pauvreté ne dit qu'une partie de la réalité.** Les Français eux-mêmes s'y perdent : 42 % d'entre eux pensent en effet que le taux de pauvreté est de plus de 20 %, tout en sous-estimant le seuil réel de près de 300 euros, signe que cet indicateur ne reflète ni leur perception, ni, pour beaucoup, leur vécu. Au Secours Catholique, la quasi-totalité (95 %) des ménages rencontrés vit sous le seuil de pauvreté mais la diversité des situations et des conditions de vie traduit la limite de cet indicateur fondé sur une simple approche monétaire.

Plus de la moitié des personnes rencontrées, adultes et enfants confondus, sont de nationalité étrangère, soit une proportion près de six fois supérieure à leur part dans la population en France (9,1 %). Sept personnes étrangères sur 10 n'ont pas de statut administratif stable, avec une part croissante de personnes déboutées, autant de personnes ne pouvant prétendre à l'essentiel des droits. **La féminisation de la pauvreté reste stable** puisque

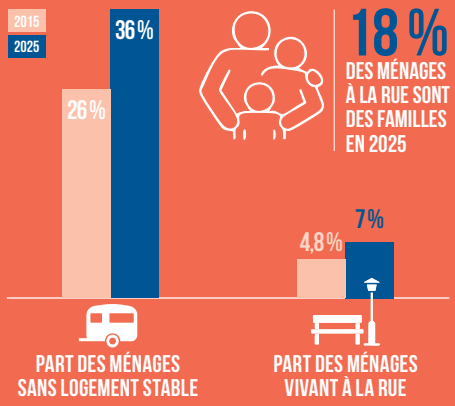
56 % des personnes accueillies sont des femmes, et les mères isolées représentent près d'un quart des ménages rencontrés. En 2025, 36 % des ménages rencontrés par le Secours Catholique n'ont pas accès à un logement stable, soit 10 points de plus qu'il y a dix ans. Dans le même temps, les formes les plus sévères de sans-abrisme progressent : la part des ménages accueillis vivant à la rue ou dans un squat est passée de 4,8 % à 7 % entre 2015 et 2025. Cette dégradation touche également des familles : 18 % des ménages sans domicile rencontrés en 2025 sont des familles avec enfants.

Outre ces éléments sociodémographiques, les personnes rencontrées par le Secours Catholique connaissent des situations très diverses : ménages confrontés au non-recours ou à des ruptures de droits, personnes éloignées de l'emploi, ménages faisant face à des problèmes de santé ou de handicap, travailleurs pauvres ou ménages sous forte contrainte budgétaire. Ces situations ne s'excluent pas puisque **55 % des ménages rencontrés cumulent au moins deux de ces dimensions.** Ce chiffre, à lui seul, dit deux choses essentielles. D'une part, la pauvreté n'est pas une situation unique et figée, mais un enchevêtrement de difficultés qui peuvent se renforcer mutuellement et réduire progressivement les marges de manœuvre. D'autre part, la pauvreté ne se limite pas à un simple manque d'argent, comme le suppose implicitement la mesure du taux de pauvreté. **La pauvreté est un phénomène multidimensionnel complexe dans lequel différentes dimensions s'alimentent et peuvent être à la fois cause et conséquence de la pauvreté.**

La dimension la plus visible est la **privation matérielle et de droits** : en 2025, le niveau de vie médian des ménages rencontrés est seulement de 568 euros quand il est de 2 249 euros en population générale. Cette privation concerne aussi l'accès aux droits ou plutôt le non-accès aux droits, pour diverses raisons. Au Secours Catholique, 39 % des ménages français accueillis éligibles au RSA ne le perçoivent pas en 2025 ; un non-recours massif qui prive des dizaines de milliers de ménages d'un filet de sécurité auquel ils ont pourtant droit. Pour tenter de survivre, les personnes développent et usent de **compétences bien trop souvent non reconnues** pour gérer un budget déséquilibré, réduire les charges, réparer des vêtements, cultiver un potager,

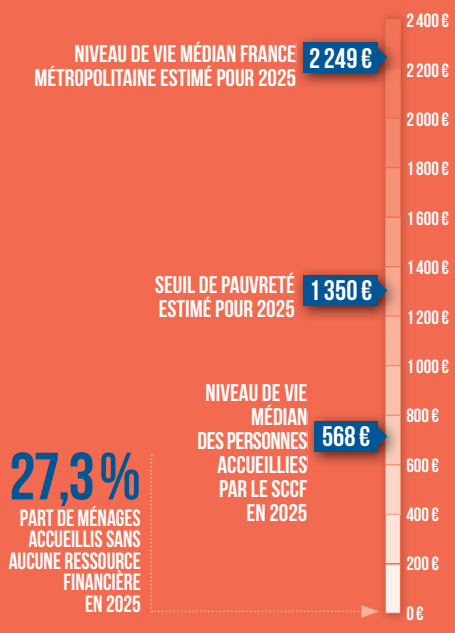
PRÉCARITÉ DU LOGEMENT DES MÉNAGES ACCUEILLIS 2015-2025

SOURCE : SCCF



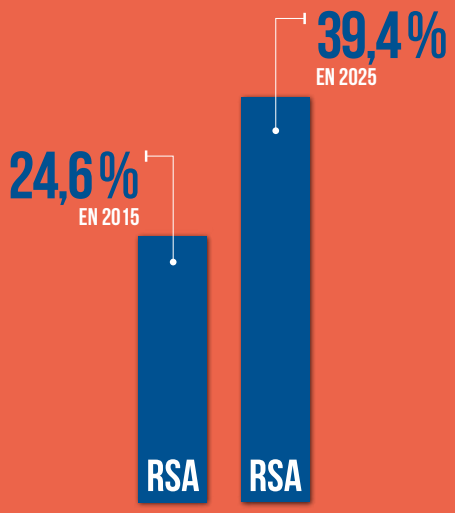
RESSOURCES MENSUELLES EN 2025

SOURCES : INSEE ET SCCF



ÉVOLUTION DU NON-RECOURS AU RSA EN 2025

SOURCE : SCCF



OPINION DES FRANÇAIS

SOURCE : SONDAGE OPINIONWAY POUR LE SCCF



72 % DES FRANÇAIS ESTIMENT QUE LA DÉMATÉRIALISATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES CONSTITUE UN FREIN À L'ACCÈS AUX DROITS.

82 % DES FRANÇAIS JUGENT LES MINIMA SOCIAUX INDISPENSABLES.





SEULS **51 %** PENSENT QUE LES PRESTATIONS SOCIALES PROTÈGENT RÉELLEMENT DE LA PAUVRETÉ.

LE HALO DES PROBLÈMES LIÉS À LA SANTÉ ET AU HANDICAP

SOURCE : SCCF



22,7 %
EN 2025

18,6 %
EN 2015

en somme, vivre de la débrouille. **Le rapport au temps et à l'espace** est chamboulé. Il est en effet difficile pour les personnes de se projeter dans le temps et l'avenir quand elles ne savent pas comment subvenir à leurs besoins. La privation matérielle entretient également un lien étroit avec **la santé physique et mentale** : 22,7 % des ménages accueillis sont concernés par le halo des problèmes de santé, une proportion en hausse constante depuis dix ans. Le lien joue dans les deux sens. D'une part, le manque de ressources retarde l'accès aux soins et pousse au renoncement, laissant les problèmes de santé s'aggraver faute d'être pris en charge à temps. D'autre part, la dégradation de la santé aggrave à son tour la privation matérielle : elle peut imposer l'arrêt ou la réduction d'une activité professionnelle, tandis que les frais de santé non couverts ou les surcoûts liés au handicap alourdissent des budgets déjà insuffisants. Santé fragile et ressources insuffisantes s'enferment ainsi l'une l'autre, chacune rendant l'autre plus difficile à surmonter. À cela s'ajoute une dimension moins souvent nommée : le regard que la société porte sur les personnes pauvres. Cette **maltraitance sociale** ne relève pas seulement de préjugés diffus : elle est aussi alimentée par des discours publics qui présentent la pauvreté comme le résultat de choix individuels ou d'un manque de volonté, en qualifiant les individus concernés d'« assistés » ou de « profiteurs du système », plutôt que comme la conséquence de politiques publiques. Ces discours ne sont pas sans effets : ils nourrissent **la peur, la souffrance**, la honte et par conséquent le non-recours aux droits chez des personnes qui préfèrent renoncer plutôt que s'exposer à ce jugement. Cette stigmatisation se double d'une **maltraitance institutionnelle**, celle d'une administration vécue comme distante, complexe et opaque, instaurant un rapport de dépendance et d'attente. Enfin, elle nourrit à son tour **l'isolement social,** 8,7 % des ménages rencontrés déclarant un éloignement familial qui limite leurs relations sociales.

Loin de l'image souvent véhiculée par les discours politiques et médiatiques dominants, **les Français ont en réalité une lecture assez fine du caractère multidimensionnel de la pauvreté.** Plus de 8 Français sur 10 l'associent à l'incapacité de subvenir à leurs besoins financiers (83 %), de se nourrir (82 %) ou de se chauffer correctement (82 %), ou encore au renoncement aux soins (81 %), et près de 8 sur 10 également, aux

maltraitances institutionnelle et sociale, cette proportion atteignant 87 % chez les ouvriers et employés, davantage exposés à ces réalités. Ils font surtout le lien avec la notion de dignité : invités à décrire une vie digne, les Français évoquent spontanément la sécurité, la stabilité, l'autonomie, la capacité à choisir sa vie. Ce sont autant d'éléments qui, en creux, dessinent tout ce dont une personne pauvre se trouve privée. **Car être pauvre, ce n'est pas seulement manquer de ressources : c'est perdre la capacité d'exercer un contrôle sur son existence et de vivre dignement.** Et en sortir n'a rien d'un processus linéaire ou rapide : c'est un parcours semé de ruptures, d'obstacles administratifs et de retours en arrière, si bien que **84 % des Français jugent aujourd'hui difficile de sortir de la pauvreté ; une opinion largement fondée sur la réalité du vécu.**

LA NÉCESSITÉ DE RECONNAÎTRE LE CARACTÈRE STRUCTUREL DE LA PAUVRETÉ

Pourquoi certaines personnes basculent-elles dans la pauvreté et pourquoi est-il si difficile d'en sortir ? 90 % des Français reconnaissent le fait que la pauvreté peut toucher tout le monde. Cette intuition n'est pas fausse. Les causes immédiates de l'entrée dans la pauvreté peuvent effectivement concerner chaque individu : un accident de la vie, une perte d'emploi, une maladie, une séparation, une rupture de droit. Mais elle masque une réalité plus dure : face à ces mêmes chocs, nous ne sommes pas tous égaux. Ressources, patrimoine, diplômes, stabilité de l'emploi, statut administratif déterminent qui dispose des marges de sécurité pour absorber l'épreuve, et qui, déjà fragilisé, bascule durablement dans la pauvreté. **La pauvreté n'est donc pas le simple produit du hasard ou d'un choix : elle est le révélateur d'inégalités préexistantes.**

Ces inégalités elles-mêmes ne tombent pas du ciel : elles sont façonnées par des choix politiques précis aux effets très concrets sur la vie des personnes, notamment les plus pauvres. **La précarisation du marché du travail et les réformes successives de l'assurance chômage ont fragilisé la protection de nombreux travailleurs.** 52% des Français estiment d'ailleurs qu'il n'y a pas assez d'emplois pour tout le monde, et 81 % déclarent que les emplois précaires sont souvent subis. La fermeture des guichets des services publics et la dématérialisation des démarches administratives ont, de leur côté, érigé

LECTURE MULTIDIMENTIONNELLE DE LA PAUVRETÉ DES FRANÇAIS

SOURCE : SONDAGE OPINIONWAY POUR LE SCCF

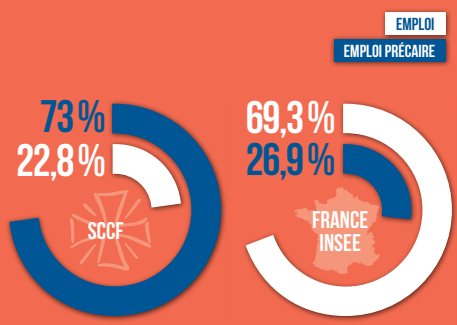


DIMENSIONS ASSOCIÉES À LA PAUVRETÉ :

- NE PAS SUBVENIR À SES BESOINS FINANCIERS **83 %**
- NE PAS POUVOIR SE NOURRIR CORRECTEMENT **82 %**
- NE PAS POUVOIR SE CHAUFFER CORRECTEMENT **82 %**
- RENONCER À CERTAINS SOINS MÉDICAUX **81 %**
- AVOIR DES DIFFICULTÉS À RECOURIR À SES DROITS, AUX AIDES DISPONIBLES **71 %**

TAUX D'EMPLOI EN 2025

SOURCE : INSEE ET SCCF



OPINION DES FRANÇAIS

SOURCE : SONDAGE OPINIONWAY POUR LE SCCF

52 %
DES FRANÇAIS PENSENT QU'IL N'Y A PAS ASSEZ DE TRAVAIL POUR TOUT LE MONDE.





81 %
DÉCLARENT QUE LES EMPLOIS PRÉCAIRES SONT SOUVENT SUBIS.


© CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

de nouveaux obstacles à l'accès aux droits, contribuant au non-recours massif que nous évoquions plus haut. C'est ainsi que **72 % des Français estiment que la dématérialisation des démarches administratives constitue un frein à l'accès aux droits.** Les politiques migratoires excluent quant à elles, de fait, une partie de la population de la solidarité nationale, contraignant les personnes concernées à ne compter que sur les associations. Et **la crise du logement conduit chaque année davantage de familles à la rue,** tandis que les ménages en logement stable voient leurs charges peser toujours plus lourd. Ces politiques publiques sont différentes, mais ont un même effet : produire ou aggraver la pauvreté plutôt que la prévenir.

Cette fabrique politique de la pauvreté ne s'arrête pas à l'échelle d'une vie : elle se transmet d'une génération à l'autre. Sur ce point précis, les Français sont partagés : 52 % ne croient pas que la pauvreté se transmette de génération en génération. Les faits disent pourtant l'inverse : **il faut en moyenne six générations en France, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour qu'un enfant né dans un ménage pauvre atteigne le niveau de vie moyen[3].** Une étude[4] plus récente le confirme à hauteur d'une seule génération : 1 adulte sur 4 ayant connu la pauvreté à l'adolescence n'est aujourd'hui ni en emploi, ni en étude, ni en formation, contre 1 sur 10 parmi ceux qui ne l'ont pas connue. Cette reproduction, qui passe largement par le diplôme, frappe d'ailleurs plus durement les femmes.

La difficulté à reconnaître les causes structurelles de la pauvreté s'enracine par ailleurs dans un mythe tenace, celui de la méritocratie : 63 % des Français estiment que la société ne devrait être solidaire qu'avec les personnes les plus méritantes, sans que la notion même de « mérite » soit jamais clairement définie, ni interrogée dans ce qu'elle suppose d'égalité au départ. Par ailleurs, **le regard porté sur les minima sociaux illustre bien cette ambivalence. D'un côté, les Français en reconnaissent largement la nécessité : 82 % les jugent indispensables.** Mais

3. OCDE, « L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale », rapport, 2018.
4. Clément Peruyero, « La pauvreté en héritage », Note d'analyse n° 158, 2026.

cette reconnaissance s'accompagne d'un constat sévère sur leurs limites : 51 % les estiment insuffisants, 63 % considèrent qu'ils ne permettent pas de vivre dignement, et **seuls 51 % pensent que les prestations sociales protègent réellement de la pauvreté.** Dans le même temps, cela s'accompagne également d'un doute sur leurs effets : 63 % des Français pensent que les minima sociaux découragent de travailler et 81 % estiment qu'ils sont mal répartis. Les Français jugent donc la solidarité à la fois indispensable (84 %), insuffisante et potentiellement contre-productive, une ambivalence qui traduirait les effets pervers de la stigmatisation et des discours biaisés.

Les représentations des Français mises en lumière dans le sondage ne sont en effet pas le fruit d'un jugement neutre : elles sont façonnées par le contexte médiatique, politique et social dans lequel elles se forment. Les travaux de François Dubet sur le mépris social invitent à comprendre ces représentations comme le produit de rapports sociaux dans lesquels les individus et les groupes ne bénéficient pas tous de la même reconnaissance. Le mépris ne renvoie pas seulement à une attitude individuelle : il peut aussi se manifester dans la manière dont certaines populations sont rendues moins visibles, moins légitimes ou moins dignes de considération dans l'espace social. Les représentations de la pauvreté participent ainsi d'une forme de hiérarchisation symbolique des publics pauvres, qui contribue à privilégier certaines figures de la pauvreté au détriment d'autres. Le décalage est particulièrement net dans la manière dont les Français identifient les visages de la pauvreté : 55 % estiment que les personnes âgées font partie des profils les plus touchés par la pauvreté, loin devant les enfants (14 %), les personnes immigrées ou étrangères (37 %) et les familles monoparentales (48 %), alors même que ces profils figurent en première ligne des ménages rencontrés par le Secours Catholique. Les Français identifient donc moins les publics réellement les plus touchés par la pauvreté que ceux qu'ils associent spontanément à l'image de la pauvreté.

Ces différences entre perceptions et réalités traversent l'ensemble du rapport. Elles conduisent à interroger les idées reçues et invitent à comprendre les mécanismes structurels qui entretiennent la pauvreté : pourquoi les personnes de nationalité étrangère sont-elles davantage exposées à certaines formes de pauvreté ? Pourquoi le travail ne protège-t-il plus toujours de la pauvreté ? Dans quelles mesures les difficultés d'accès à un logement stable et digne contribuent-elles à la pauvreté ? Comment les démarches administratives fabriquent-elles de la pauvreté ? Et par quels processus une personne peut-elle progressivement s'éloigner de l'emploi ?

Reconnaître les caractères multidimensionnel et structurel de la pauvreté ainsi que l'existence des inégalités sociales n'est donc pas un exercice théorique. C'est la condition pour que les responsables politiques et la société cessent de la traiter comme un accident de la vie, un choix personnel, et s'attaquent enfin à ce qui la produit, l'entretient et l'enracine. ▮



© VINCENT BOISOT / SCCF

RECOMMANDATIONS DU SECOURS CATHOLIQUE

FAIRE RECULER LA PAUVRETÉ, RENFORCER LA SOCIÉTÉ

L'analyse des parcours des personnes accompagnées par le Secours Catholique en 2025 démontre une nouvelle fois une pauvreté qui s'enracine, s'intensifie et frappe par sa dimension cumulative. Face à cette réalité, l'opinion publique fait preuve d'une lucidité que les décisions politiques ne peuvent plus ignorer.

Cette réalité doit nous mettre face à nos responsabilités. Dans notre pays doté d'un système de protection sociale historiquement abouti, il est inacceptable que près de 10 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Il est intolérable que des vulnérabilités documentées et connues se transforment en impasses durables, faute de droits effectifs, de logements dignes, de ressources suffisantes ou d'accompagnement adapté et de qualité.

Nos constats exigent un changement de paradigme : lutter contre la pauvreté ne consiste pas seulement à aider celles et ceux qui sont déjà pauvres. C'est prévenir les bascules, sécuriser les parcours, garantir des droits effectifs et permettre à chacun de vivre dignement. C'est, en somme, protéger l'ensemble de la société.

La lutte contre la pauvreté doit redevenir une politique d'investissement social dans la cohésion et l'avenir du pays, dans le respect des limites planétaires. Une société plus juste ne peut reposer sur une consommation croissante de ressources naturelles, pas plus qu'une transition écologique ne peut faire supporter aux ménages les plus modestes une part disproportionnée de ses coûts.

Les personnes concernées doivent être pleinement associées à la définition et à l'évaluation des politiques qui les concernent. Leur expertise est indispensable pour comprendre les mécanismes de la pauvreté et construire des réponses qui fonctionnent.

Fort de cette conviction, le Secours Catholique propose des recommandations d'évolution des politiques publiques issues des travaux menés avec les personnes concernées, et approfondies à partir des questions soulevées dans le rapport.

MIEUX COMPRENDRE LA PAUVRETÉ POUR AGIR EFFICACEMENT

Mener une politique crédible d'extinction de la pauvreté exige de renouveler nos diagnostics. Réduire la pauvreté à sa seule dimension monétaire masque la réalité des privations matérielles et de droits, d'isolement et de bien d'autres choses. Si le taux de pauvreté monétaire reste un indicateur essentiel, il ne reflète pas la réalité vécue. Le Secours Catholique demande :

- de définir une trajectoire nationale de réduction de la pauvreté et de son intensité, assortie d'objectifs chiffrés et régulièrement évalués ;
- de compléter les indicateurs monétaires par une mesure multidimensionnelle de la pauvreté, construite avec les personnes concernées, à l'image de la démarche que nous menons en étroite collaboration avec l'Insee, ATD Quart-Monde et l'École d'Économie de Paris[5] ;
- de faire de la réduction de la pauvreté un objectif transversal de l'ensemble des politiques publiques.

GARANTIR UN SOCLE DE RESSOURCES POUR VIVRE DIGNEMENT

Lorsque les ressources sont insuffisantes, l'alimentation, le logement, l'énergie ou les déplacements deviennent des variables d'ajustement. Les minima sociaux jouent un rôle indispensable de protection, mais leur niveau ne garantit pas toujours des conditions de vie dignes. Le Secours Catholique demande d'assurer un socle de ressources minimum permettant de vivre dignement, notamment par une revalorisation significative du RSA et son ouverture aux jeunes de 18 à 25 ans sans condition de charge d'enfant. Les droits sociaux doivent également être sécurisés lors des périodes de transition et de rupture.

FAIRE EN SORTE QUE LE TRAVAIL PROTÈGE DE LA PAUVRETÉ

Le travail reste pour beaucoup le principal rempart contre la pauvreté. Pourtant, précarité de l'emploi, temps partiel subi, faibles rémunérations et parcours professionnels discontinus peuvent maintenir dans la pauvreté malgré l'activité. L'éloignement de l'emploi résulte souvent du cumul de difficultés de santé, de logement, de mobilité, de contraintes familiales ou d'obstacles administratifs. L'objectif doit être de permettre à chacun d'accéder à un emploi de qualité, c'est-à-dire stable et suffisamment rémunérateur, et respectueux des choix et de la dignité des personnes. Le Secours Catholique défend le droit de chacun à un accompagnement vers l'emploi humain, bienveillant et fondé sur la confiance et le renforcement des financements régionaux de la formation professionnelle, vers l'ensemble des métiers, afin de respecter les aspirations et les projets professionnels des personnes.

GARANTIR À CHACUN UN LOGEMENT DIGNE ET ACCESSIBLE

Le logement est un facteur essentiel de sécurisation des parcours. À l'inverse, l'absence de logement stable ou les conditions dégradées peuvent précipiter dans la pauvreté et rendre plus difficiles l'accès à l'emploi, l'ouverture des droits, la scolarité des enfants et la stabilité familiale. Le logement n'est pas une conséquence secondaire de la pauvreté : il peut en être l'un des principaux mécanismes d'aggravation. Le Secours Catholique demande de relancer massivement la production de logements sociaux et très sociaux, de renforcer l'application de la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) et de mettre en œuvre un nouveau plan

5. Insee, « Rapport du groupe de travail "Mieux mesurer la pauvreté". Second volet », 2026, www.insee.fr/fr/statistiques/9013173?continue.

« Logement d'abord ». Il demande également de renforcer les capacités d'hébergement d'urgence et d'accélérer la rénovation énergétique des logements les plus énergivores.

GARANTIR L'ACCÈS EFFECTIF AUX DROITS : PASSER DE LA DÉFIANCE À LA CONFIANCE

L'existence d'un droit dans la loi ne garantit pas son application. La complexité administrative, la dématérialisation à marche forcée et le manque d'accompagnement transforment l'accès aux droits en parcours du combattant. Le non-recours constitue un dysfonctionnement de l'action publique lorsque des personnes renoncent à des prestations auxquelles elles ont légalement droit. Cette difficulté d'accès concerne aussi les droits essentiels, notamment l'accès à la santé, alors que les déserts médicaux et les inégalités territoriales éloignent de nombreuses personnes d'une prise en charge de proximité. Le Secours Catholique demande de réhumaniser l'accès aux droits : maintenir un accueil physique et un accompagnement humain de qualité, renforcer les espaces France services, simplifier les démarches administratives, développer les démarches d'« aller vers » et les Territoires Zéro Non-Recours (TZNR).

GARANTIR LES DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES ÉTRANGÈRES

Les données de terrain révèlent une dégradation alarmante de la situation des personnes de nationalité étrangère. À la misère économique et aux conditions extrêmement précaires en hébergement s'ajoute une instabilité administrative permanente qui broie les vies. Cette accumulation de vulnérabilités dépasse la seule gestion migratoire : c'est un enjeu central de respect des droits humains.

Le Secours Catholique demande de simplifier les parcours administratifs *via* la délivrance automatique d'une carte de résident dès le premier renouvellement, de faciliter les régularisations par le travail et l'apprentissage du français. Les mineurs non accompagnés, dont la vulnérabilité est absolue, doivent bénéficier d'une protection inconditionnelle.

À quelques mois de l'élection présidentielle, les constats issus du terrain ne permettent plus l'attentisme. En 2027, la France a le choix : continuer à gérer la pauvreté, avec des rustines et des discours stigmatisants, ou la combattre, avec des politiques ambitieuses qui replacent la dignité humaine, la confiance et la justice sociale au cœur du projet national.

secours-catholique.org
OBSERVATOIRE DES PAUVRETÉS
01 45 49 73 00
dept.statistiques@secours-catholique.org
caritasfrance Secours Catholique-Caritas France

Secours Catholique
Caritas France

CFA26/RS

#rapportpauvreté